



## **SCAN DE CONFLIT**

### **MALI**

*“Nedew Ashika ! Demain ensemble” - Unis pour la paix à Kidal*

---

Région **Kidal** – Cercle **Kidal**  
Communes **Anéfif, Essouk, Kidal**

**JUILLET 2021**

Contacts :

**Tahirou DOUNDA**  
*Directeur Pays par Intérim*  
Search for Common Ground  
Adresse : Bamako - Mali  
Tél : 00223 92 63 23 65  
Email : [tdounda@sfcg.org](mailto:tdounda@sfcg.org)

**Moussa LEWA**  
*Coordinateur DME*  
Search for Common Ground  
Adresse : Bamako - Mali  
Tél : 00223 79 36 98 97  
Email : [mlewa@sfcg.org](mailto:mlewa@sfcg.org)

## Table des Matières

<b>Acronymes</b>	3
<b>Résumé exécutif</b>	4
<b>I. Contexte du scan de conflit</b>	6
1. Introduction	6
2. Objectif du scan de conflit	6
3. Méthodologie	7
<b>II. Résultats</b>	7
2.1. Analyse de la situation sécuritaire dans les communes	7
2.2. Analyse de la dynamique des relations entre communautés et BATFAR	8
Les perceptions des communautés sur les BATFAR	8
Les conflits identifiés dans les communes d’intervention	10
2.3. Analyse de la dynamique des conflits autour du déploiement du bataillon de l’armée reconstituée	11
2.4. Les risques et avantages découlant des conflits liés au déploiement du BATFAR	12
2.5. Les attentes et besoins des groupes sociaux en matière de paix, de sécurité et de cohésion sociale	13
<b>III. Conclusions</b>	13
<b>IV. Recommandations</b>	13

## Acronymes

**AQMI** : Al Qaïda au Maghreb Islamique

**BATFAR** : Bataillon des Forces Armées Reconstituées

**CMA** : Coordination des Mouvements de l’Azawad

**DDR** : Programme national de Désarmement, Démobilisation et Réintégration

**ERAR** : Equipes Régionales d’Appui à la Réconciliation

**FAMA** : Forces Armées Maliennes

**FDG** : Focus Group Discussion

**FDS** : Force de Défense et de Sécurité

**Groupes Signataires** : Groupes armés signataires de l’Accord de paix de 2015 au Mali

**KII** : Entretien individuels clés (Key Informant Interviews)

**MINUSMA** : Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**Search** : Search for Common Ground

## Résumé exécutif

La région de Kidal, où ont été redéployées les autorités intérimaires en 2017, est encore traversée par de vives tensions opposant certains groupes signataires aux représentants des autorités gouvernementales. La conséquence la plus récente de ces différends dans la conception de la gouvernance du nord du Mali s’est concrétisée dans les entraves au déploiement du bataillon de l’armée reconstituée (BATFAR) à Kidal.

À travers une approche qualitative, l’objectif de ce scan est de comprendre la nature et les dynamiques des conflits et perceptions qui constituent un obstacle au déploiement des BATFAR à Kidal, d’identifier les opportunités pouvant faciliter l’acceptation et le déploiement des BATFAR, et d’identifier les attentes des différents groupes sociaux de la région en matière de paix et de cohésion sociale.

La *situation sécuritaire* dans les communes d’Anéfif, Essouk et Kidal *est relativement calme* comparée à d’autres régions du Mali. Bien que la situation sécuritaire soit marquée par des actes de banditisme et des attaques sporadiques contre les forces internationales présentes dans la zone, les *groupes armés signataires* (CMA et Plateforme) sont présents dans l’ensemble des communes et *assurent la sécurité des populations et de leurs biens*.

Malgré ce constat, les besoins en sécurité exprimés, le souhait des communautés d’une implication des services de l’Etat et des forces armées reconstituées, et la présence de conflits liés à l’application de l’accord d’Alger, démontrent *la pertinence d’un déploiement et d’une opérationnalisation du BATFAR lui permettant la réalisation effective de ces missions de sécurisation, en adéquation avec l’accord d’Alger*. Cependant, celui-ci doit être *accompagné d’un processus de rapprochement avec les communautés et leurs leaders*, et de *sensibilisation sur leurs rôles et responsabilités pour favoriser la confiance et l’acceptation des communautés*, surtout pour les éléments de la Force Armée Malienne (FAMA) intégrés dans les BATFAR. En effet, une majorité des membres des communautés des communes couvertes par ce scan n’a pas une appréciation positive de la collaboration entre communautés et BATFAR. En revanche, la collaboration semble meilleure avec les autorités. Dans son ensemble, la collaboration est meilleure à Kidal, où les bataillons sont localisés.

En l’absence de ce processus, l’analyse fait ressortir qu’actuellement, la quasi-totalité des personnes interrogées estiment que le *déploiement des BATFAR dans la région de Kidal dans la situation actuelle présente plus d’inconvénients que d’avantages*. Leur perception sur le rôle que peuvent jouer les éléments du BATFAR dans la sécurisation des populations et leurs biens reste partagée : près de la moitié estiment que le BATFAR peut jouer un rôle important dans la sécurisation du cercle. Mais cette perception est conditionnée à certains préalables notamment la composition et la chaîne de commandement du bataillon.

Enfin, en adéquation avec les besoins exprimés par la population en matière de stabilité, qui incluent la sécurité et avant tout la santé, les populations de Kidal souhaitent la *mise en œuvre adéquate et urgente de l’Accord de paix et de réconciliation*. Elles voient cette *mise en œuvre comme un précurseur du retour des services sociaux de base* sur toute l’étendue du territoire *et de l’initiation des programmes de développement* en faveur du développement intégré en prenant en compte les besoins des femmes et des jeunes sans emploi qui sont devenus des proies pour les narcotrafiquants et les groupes radicaux dans la zone pour renforcer ainsi la paix et la cohésion sociale.

Le scan de conflit fait ainsi ressortir les pistes de recommandations suivantes, détaillées dans le rapport :

### Search et ses partenaires (ONG)

- Aider les parties prenantes à identifier des activités pertinentes de rapprochement pouvant créer la confiance et la collaboration afin de créer les conditions d’acceptation du BATFAR, y compris au-delà de Kidal ;
- Sensibiliser sur les rôles et responsabilités du BATFAR pour démontrer le lien entre leur mission et la restauration de la paix ;
- Financer des micro-projets pour le développement socio-économique de la région au profit des jeunes et femmes ;
- Faire un plaidoyer auprès des représentants de l’Etat pour un retour des services étatiques répondant aux besoins en services de base tels que l’accès à des structures de santé.

### L’Etat

- Accélérer la mise en œuvre de l’accord issu du processus d’Alger en facilitant l’opérationnalisation du BATFAR à Kidal et sa pleine contribution à sa mission de protection ;
- Diligenter le retour de l’ensemble des services techniques dans la région et en priorité des services de santé perçus comme besoin prioritaire en matière de stabilité ; et
- Créer un cadre d’échange inclusif et transparent avec les mouvements signataires et une diversité de leaders communautaires de Kidal.

## I. Contexte du scan de conflit

### 1. Introduction

Plus de six ans après la signature des Accords d’Alger par les principaux groupes armés engagés dans le conflit du nord du Mali, le processus de désarmement et réintégration des combattants démobilisés se heurte à des obstacles importants dans le nord du pays. La région de Kidal, où ont été redéployées les autorités intérimaires en 2017, est encore traversée par de vives tensions opposant certains groupes signataires aux représentants des autorités gouvernementales. La conséquence la plus récente de ces différends dans la conception de la gouvernance du nord du Mali s’est concrétisée dans les entraves au déploiement des bataillons de l’armée reconstituée à Kidal tout au long des derniers mois. Un premier bataillon de 600 ex-combattants et soldats des forces armées maliennes a pu prendre quartier au sein du camp de la MINUSMA en février 2020. Ceux qui devaient le suivre ont dû rebrousser chemin à plusieurs reprises, et seul un deuxième bataillon a pu être déployé en juin 2021, illustrant toute la complexité de la mise en œuvre de l’Accord menacé par la volatilité de la situation sécuritaire au nord du Mali.

C’est dans ce contexte que Search for Common Ground (Search) a proposé une action dont l’objectif général est de **contribuer à la stabilisation du cercle de Kidal**. Le projet est mis en œuvre sur une période de 18 mois et est construit autour de quatre objectifs spécifiques :

- 1) Mobiliser l’ensemble des groupes représentatifs de Kidal dans un processus de dialogue visant à créer un consensus sur les priorités pour la construction de la paix ;
- 2) Améliorer la capacité du BATFAR à protéger les populations civiles et respecter les droits de l’homme ;
- 3) Renforcer la confiance, la redevabilité et la collaboration entre populations, autorités et BATFAR ; et
- 4) Renforcer les capacités logistiques du bureau du Gouverneur de Kidal.

Dans la logique de mise en œuvre des activités du projet, un scan de conflit a été réalisé pour analyser les changements récents du contexte et recueillir les perceptions et les expériences des populations et décideurs sur les activités du projet.

### 2. Objectif du scan de conflit

Le scan de conflit a été réalisé dans les trois communes du projet (Anéfif, Essouk et Kidal) afin de : 1) comprendre la nature et les dynamiques de changement des conflits locaux qui constituent un obstacle au déploiement des bataillons de l’armée reconstituée à Kidal ; 2) d’identifier les opportunités pouvant faciliter l’acceptation et le déploiement des BATFAR par les communautés ; et 3) d’identifier les attentes des différents groupes sociaux de la région en matière de paix et de cohésion sociale. Ce scan vise à offrir de nouvelles informations aux membres de l’équipe projet (Search et ses partenaires) en leur permettant d’intégrer une approche sensible aux conflits dans leurs interventions et de renforcer les capacités des acteurs locaux en faveur de la paix et surtout de l’acceptation du déploiement du BATFAR dans les localités concernées.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Les résultats du scan seront partagés avec les membres des communautés cibles au cours de séances de restitution, ce qui permet de créer des espaces de dialogue et de nouer des liens de confiance et de collaboration entre les parties prenantes du projet.

### 3. Méthodologie

La méthodologie de ce scan de conflit a reposé fondamentalement sur l’*approche qualitative*. **12 Focus Group de Discussion** (FGD) avec des femmes, des jeunes, des hommes et des adolescents, et **42 entretiens individuels clés** (KII) (33 hommes et 9 femmes) ont été organisés dans les communes d’Anéfif, d’Essouk et de Kidal, permettant de dégager des tendances clés. Ces deux méthodes de collecte combinées ont permis de faire une triangulation des informations reçues et d’analyser les différences entre types de répondants.

## II. Résultats

### 2.1. Analyse de la situation sécuritaire dans les communes

L’analyse de la situation sécuritaire est axée sur les éléments que la population elle-même considère comme facteur de stabilité.

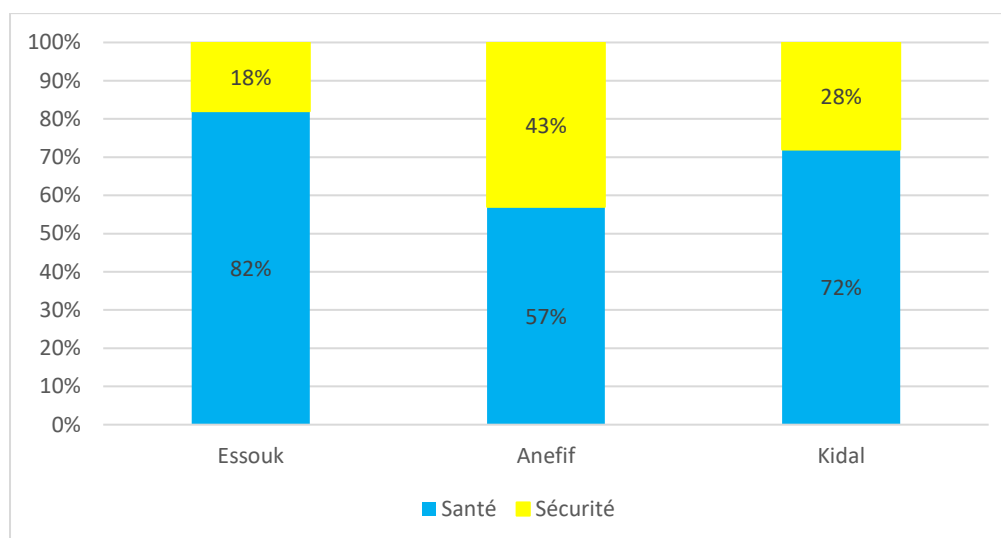


Figure 1 : Proportion des besoins prioritaires exprimés pour la stabilité

Lorsqu’interrogée sur les besoins prioritaires pour la stabilité dans leurs communes, la population évoque en priorité la *santé* - présence de structures sanitaires, qu’un nombre important d’enquêtés évoquent comme un facteur de stabilité dans ces localités - puis la *sécurité*. Les proportions varient significativement selon la commune, avec des besoins en matière de sécurité plus importants à Anéfif par rapport à Kidal et Essouk.

Cette prévalence de la santé par rapport à la sécurité pourrait être expliquée par une situation sécuritaire dans les communes d’Anéfif, Essouk et Kidal relativement calme comparée à d’autres régions du Mali. Bien que la situation sécuritaire soit marquée par des actes de banditisme et des attaques sporadiques contre les forces internationales (Barkhane, MINUSMA) présentes dans la zone, les groupes armés signataires (CMA et Plateforme) sont présents dans l’ensemble des communes et assurent la sécurité des populations et de leurs biens. Ainsi, les personnes interrogées évoquent une situation “*stable,*” “*calme,*” ou “*fonctionnant bien,*” même si des réserves sont émises :

« La situation sécuritaire est partiellement calme en ces temps. Mais elle peut se dégrader à n’importe quel moment »  
- Participant à un KII

En faisant une analyse comparative entre cette situation des besoins prioritaires pour la stabilité des communes et la proportion de la disponibilité des services qui répondent à ces besoins, **un lien ressort entre la présence de ces services et les besoins exprimés**. Anéfif, où les besoins en matière de sécurité sont les plus élevés, est aussi la commune où la présence des services de sécurité est la plus faible. En contraste, à Essouk, où 75% des personnes évoquent la présence des services de sécurité, les besoins en matière de sécurité ne s’élèvent qu’à 18%.

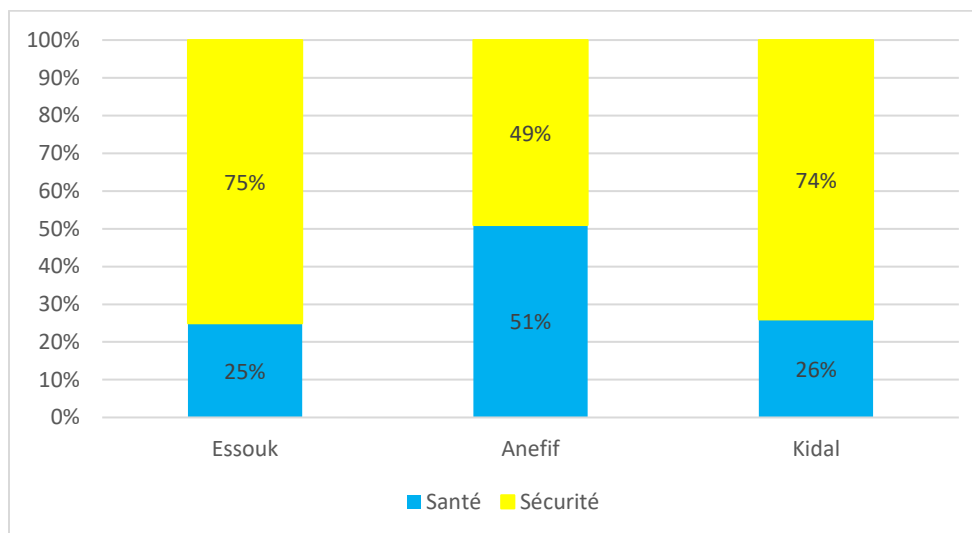


Figure 2 : Proportion de disponibilité des besoins prioritaires

En ce qui concerne la sécurité, il est à noter que la présence des services de sécurité fait essentiellement référence à la CMA et la Plateforme, plus qu’au BATFAR. Ces acteurs ont su gagner la confiance de la population selon les données collectées notamment via la Plateforme (alliance de groupes armés) et la Coordination des Mouvements de l’Azawad (CMA). Cependant, les populations demeurent soucieuses de l’application de l’accord d’Alger qui est un garant de la stabilité de la région en particulier et du Mali en général. Pour cela, une armée reconstituée et représentative des communautés est la meilleure option pour la stabilisation de la région. En effet, la population dans sa majorité souhaite l’implication des services de l’Etat et des forces armées reconstituées (BATFAR) afin de contribuer à la sécurisation des personnes et de leurs biens dans le respect de leurs droits et coutumes. Pour ce faire, ces acteurs doivent mener des actions conjointes avec la population et les autres acteurs afin d’asseoir un climat de confiance.

## 2.2. Analyse de la dynamique des relations entre communautés et BATFAR

### a- Les perceptions des communautés sur les BATFAR

Ce scan analyse si les personnes interrogées connaissent les BATFAR et capte leurs perceptions sur la collaboration de ces BATFAR avec d’autres acteurs de la société. L’analyse des données indique que **les éléments du BATFAR sont connus par près de 88%** des participants (KII). Les communautés connaissent également la composition des BATFAR.

« Les BATFAR sont une armée reconstituée par des éléments des mouvements signataires (CMA et plateforme) de l’accord d’Alger et les forces armées Maliennes » - Participant à un KII

De façon générale, les *communautés interrogées n’ont pas une appréciation positive de la collaboration entre communautés et BATFAR*. Une majorité des participants (57%) considère la collaboration comme mauvaise ou très mauvaise, 38% considère cette même collaboration comme moyenne (ni bonne ni mauvaise) et pour seulement 5% la collaboration est bonne ou très bonne.

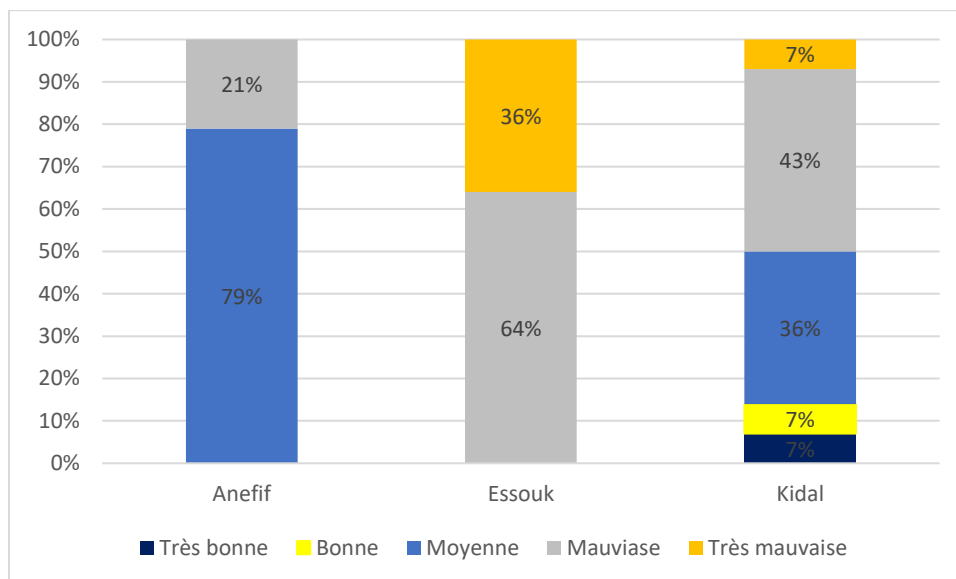


Figure 3 : Appréciation de la collaboration entre les communautés et le BATFAR selon les communautés

De façon plus approfondie, l’analyse du graphique ci-dessus permet de comprendre que l’*appréciation (bonne et très bonne) de la collaboration communautés/BATFAR est seulement visible dans la commune de Kidal* ; l’appréciation négative de cette collaboration au niveau des autres communes peut être justifiée par le fait du cantonnement du BATFAR au niveau du camp militaire de Kidal. Aucune action du BATFAR n’arrive au niveau des autres communes, ce qui explique cette absence de collaboration positive.

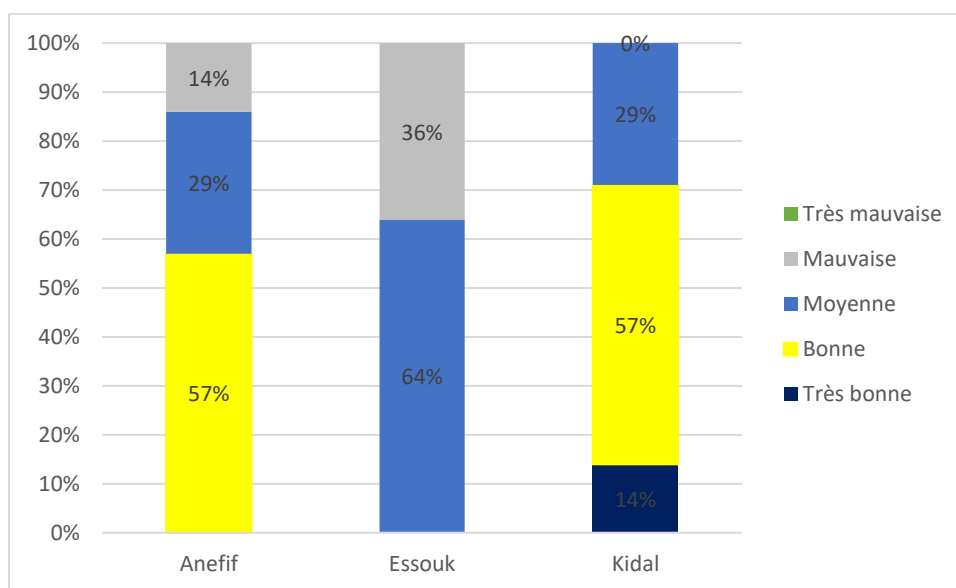


Figure 4 : Appréciation de la collaboration entre les autorités locales et intérimaires et le BATFAR selon les communautés

Les personnes interrogées (KII) perçoivent la **collaboration entre BATFAR et autorités (locales et intérimaires) de la région de manière plus positive qu’entre communautés et BATFAR**. Selon 40% des personnes enquêtées, cette collaboration est moyenne (ni bonne ni mauvaise), 43% la trouve bonne ou très bonne et seulement 17% trouve que cette collaboration est mauvaise. Plus de la moitié de ceux qui trouvent que la collaboration est mauvaise se trouve dans la commune d’Essouk, ce qui s’expliquerait par le fait que les éléments du BATFAR ne sont pas encore présents dans cette localité et sont assimilés à l’armée malienne d’avant crise. Tous ceux qui trouvent qu’elle est très bonne se trouvent dans la commune de Kidal, qui est la commune où les deux premières unités des BATFAR ont été déployées le 13 février 2020 et le 27 juin 2021. L’arrivée du BATFAR à Kidal n’a pas été suivie par des actions concrètes car tous les éléments du bataillon sont restés cantonnés dans un camp à Kidal.

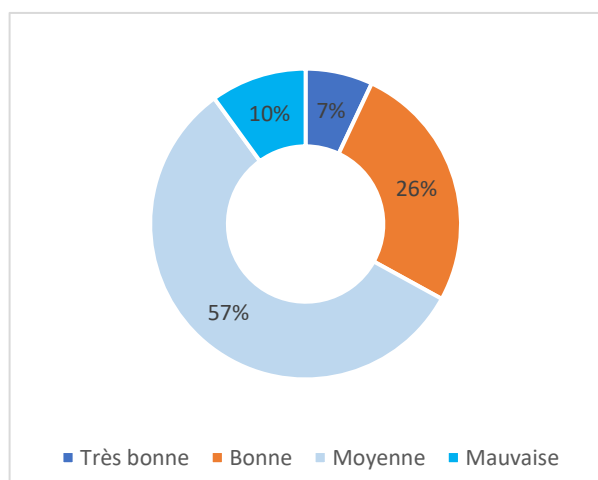


Figure 5 : Appréciation de la collaboration entre les mouvements signataires et les BATFAR

Ce scan de conflit a aussi permis de capter l’appréciation des participants sur la collaboration entre les mouvements signataires et les BATFAR, qui est perçue comme légèrement plus positive qu’avec les autorités. 57% des participants trouvent cette collaboration moyenne et 33% bonne ou très bonne, aussi bien dans les FGD que dans les KII - seuls 10% la trouve mauvaise. Les participants qui disent que la collaboration est moyenne (ni bonne ni mauvaise) sont tous de la population du cercle de Kidal car selon eux les éléments du BATFAR vivent dans un camp cantonné, dès lors, il serait difficile pour une personne externe d’apprécier cette collaboration. Il faut mentionner que ceux qui trouvent cette collaboration bonne ou très bonne sont des membres du BATFAR.

### b- Les conflits identifiés dans les communes d’intervention

Les **dynamiques de conflits** observés ou cités par les participants aux FGD et KII dans les trois communes sont **relativement similaires**. Ces conflits sont : le conflit de leadership avec comme conséquence des tensions intra et inter communautaire ; les conflits interpersonnels qui polluent les relations dans la famille, le voisinage et au sein de la communauté ; les conflits liés à la présence des groupes armés non étatiques ; les conflits liés à la gestion et à l’exploitation des points d’eau et espaces de pâturage qui sont cependant rares dans cette zone ; et les conflits entre les groupes armés et l’Etat malien lié à l’application de l’accord d’Alger. Les conflits de leadership et ceux liés à la présence des groupes radicaux sont les plus cités dans les échanges. Viennent ensuite ceux liés à l’application de l’Accord d’Alger et les conflits interpersonnels tels que détaillés dans le tableau ci-dessous.

Conflits	Causes
Conflits de leadership	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La mauvaise gouvernance</li> <li>➤ La politique</li> <li>➤ La convoitise du pouvoir et du contrôle des</li> </ul>

	ressources
Conflits liés à la présence des groupes armés radicaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La mauvaise gouvernance</li> <li>➤ Absence de l’Etat</li> <li>➤ Différence idéologique</li> </ul>
Conflits État et mouvements signataires liés à l’application de l’accord d’Alger	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le blocage dans l’application de l’accord</li> <li>➤ Déficit de confiance entre les parties</li> </ul>
Conflits interpersonnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les rancunes</li> <li>➤ L’argent</li> <li>➤ La politique</li> </ul>
Conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Rareté des ressources</li> <li>➤ Mauvaise exploitation des ressources</li> <li>➤ Manque d’inclusion</li> </ul>

### 2.3. Analyse de la dynamique des conflits autour du déploiement du bataillon de l’armée reconstituée

De façon générale, tous les conflits cités ci-haut affectent d’une façon ou d’une autre le déploiement et l’opérationnalisation du BATFAR dans la région de Kidal. Mais le conflit qui affecte le plus cette opérationnalisation est celui opposant les groupes armés signataires et l’Etat sur l’application des clauses de l’accord. Dans les discussions avec les informateurs clés, il est ressorti que le non-respect par la partie gouvernementale du calendrier de mise en œuvre de l’accord explique en grande partie la difficulté pour les forces armées reconstituées de se mouvoir afin de sécuriser les personnes et leurs biens. Pour les populations de cette zone, l’armée reconstituée doit être composée en grande majorité des fils de la zone et commandée par ceux-ci. Les communautés dans leur majorité gardent une certaine méfiance vis-à-vis de cette armée qu’elles estiment être cantonnées dans un camp à Kidal et distantes d’elles. Cette situation est causée par l’interprétation que chacune des parties prenantes (mouvements signataires et gouvernement) fait du contenu de cet accord. Comme le démontrent les témoignages ci-dessous, il convient de maintenir le cadre de dialogue existant entre les parties et de sensibiliser davantage les populations sur les missions du BATFAR et les raisons de sa création. Outre ces actions, les éléments du BATFAR doivent être formés sur le respect des droits de l’homme pour que ceux-ci puissent remplir leur mission de protection de la population.

« La population ne connaît pas le BATFAR, leur mission, mais nous savons que parmi eux il y a nos enfants. Par contre, nous ne connaissons pas leur objectif. » - FGD - Femmes Kidal

« Aujourd’hui rien ne s’oppose au déploiement du BATFAR et à l’opérationnalisation seulement. Il faut juste sensibiliser la population sur leurs missions. » - KII - Autorité administrative Kidal

## 2.4. Les risques et avantages découlant des conflits liés au déploiement du BATFAR

Les BATFAR déployés à Kidal, mais également dans d'autres cercles et régions du pays à Gao, Tombouctou et Ménaka ont désormais tous rejoint leurs bases. Dans les régions de Gao, Tombouctou et Ménaka, ils participent aux opérations de sécurisation. En contraste, dans la région de Kidal, l'opérationnalisation du bataillon BATFAR pose assez de difficultés principalement dû à l'opposition des groupes armés - tels que la CMA - et des populations de Kidal. Ces derniers évoquent comme obstacles majeurs le retard de la mise en œuvre de l'Accord de Paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Pour les acteurs rencontrés, l'application intégrale de l'accord, à travers l'armée reconstituée et le retour des services étatiques, demeure la seule voie qui ramènera la confiance et permettra la pleine opérationnalisation du BATFAR dans le cercle. Le retard dans la mise en œuvre de cet accord a créé une méfiance entre la partie gouvernementale et les mouvements signataires qui s'accusent mutuellement de bloquer l'application de l'accord. Cette situation fait que, malgré la présence du BATFAR, les groupes signataires demeurent les plus actifs dans le cercle de Kidal en ce qui concerne la sécurité.

Dans ce contexte, se pose la question des avantages et inconvénients du déploiement de ces bataillons. La quasi-totalité des personnes interrogées estiment que le déploiement des BATFAR dans la région de Kidal dans la situation actuelle présente plus d'inconvénients que d'avantages. Cependant, leur perception sur le rôle que peuvent jouer les éléments du BATFAR dans la sécurisation des populations et leurs biens dans la région de Kidal est assez partagée. En effet, près de la moitié des répondants estiment que le BATFAR peut jouer un rôle important dans la sécurisation car selon eux, ils sont mieux formés, structurés et équipés, mais l'accent doit être mis sur la sensibilisation des populations sur leur rôle et les conditions dans lesquelles les bataillons ont été initiés. Les mouvements signataires doivent être impliqués davantage dans la sensibilisation des populations qu'ils représentent.

« D'abord les éléments du BATFAR ont reçu une formation militaire permettant de protéger la population et leurs biens, ensuite ils sont les gardiens qui meurent pour sauver leur peuple. Ils ont les moyens et les connaissances nécessaires de protection ». - Membre d'un groupe signataire

Les inconvénients ou risques liés au déploiement du BATFAR dans le cercle de Kidal sont entre autres : le non-respect de l'accord d'Alger, l'incompréhension de ses missions par la population, la présence des groupes radicaux, le manque de confiance et de sensibilisation des populations.

« Le non-respect des dispositions de l'accord par le gouvernement, la non compréhension de la mission des BATFAR par les populations. Si ces facteurs sont gérés, les BATFAR seront acceptés par les populations ». - Autorité locale de Kidal

Les communautés pensent majoritairement qu'avec l'application de l'accord, la connaissance de ses missions, la collaboration avec les populations et l'inclusion de toutes les couches, la présence du BATFAR avec des éléments bien formés et équipés peut avoir un impact positif sur la sécurité dans la zone.

« Les avantages qui peuvent faciliter le déploiement des BATFAR dans le cercle de Kidal sont : L'application de l'accord, l'entente nationale, la confiance et l'inclusion de toutes les couches sociales dans l'accord paix ». - Membre de la CMA à Kidal

Mais cette perception est conditionnée à certains préalables notamment la composition du bataillon, selon les répondants les natifs de la région doivent être les plus représentés car ils connaissent mieux la zone et

la chaîne de commandement doit être assurée par les groupes armés d'opposition en l'occurrence la CMA. De plus, le plus important est que le bataillon ait la confiance et l'acceptation des communautés de la zone surtout pour les éléments de la Force Armée Malienne (FAMA) intégrés dans les BATFAR.

Par contre d'autres témoignent du contraire et estiment que la présence du BATFAR pourrait être une source d'instabilité sociale qui peut se manifester par de nombreuses protestations et marches, organisées par les jeunes et les femmes surtout. Ils indiquent que la présence du BATFAR pourrait éventuellement exposer ces populations civiles aux attaques des groupes radicaux sévissant plus dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou.

« Parce qu'ils constituent un danger pour eux-mêmes et pour la population car ils seront ciblés par des attaques des groupes armés non identifiés ». - Jeune leader

## **2.5. Les attentes et besoins des groupes sociaux en matière de paix, de sécurité et de cohésion sociale**

A l'instar de toutes les régions du Mali, les communautés de la région de Kidal inspirent elles aussi à une condition de vie meilleure et décente. Ainsi, lors de cette étude, les attentes en matière de paix, de cohésion sociale, de sécurité et de développement ont été relevées auprès de ces communautés. Il ressort comme besoins majeurs la mise en œuvre adéquate et urgente de l'Accord de paix et de réconciliation qui est une attente forte de la population de Kidal impatiente de voir les dividendes de la paix, ensuite le retour des services sociaux de base sur toute l'étendue du territoire et pour finir l'initiation des programmes de développement en faveur du développement intégré en prenant en compte les besoins des femmes et des jeunes sans emploi qui sont devenus des proies pour les narcotrafiquants et les groupes radicaux dans la zone.

## **III. Conclusions**

Le contexte sécuritaire de la région de Kidal reste préoccupant, que ce soit du fait des besoins exprimés des populations envers les services de l'Etat et en matière de paix et de cohésion, et de l'actuelle difficulté de l'Etat, et notamment des BATFAR, à répondre à ces besoins en matière de sécurité. En effet, le manque de confiance et de collaboration entre communautés et BATFAR, plus prévalent au-delà de Kidal, démontrent l'importance de soutenir la pleine mise en œuvre effective de l'accord issu du processus d'Alger en facilitant l'opérationnalisation de l'armée reconstituée, au-delà du simple déploiement du BATFAR à Kidal et vers leur pleine contribution à leur mission de protection des populations de toutes les communes du Cercle, à travers un processus inclusif et transparent. Ces attentes des populations de Kidal mettent en avant la pertinence des activités mises en œuvre par le projet, qui sont appréciées à leur juste valeur par les parties prenantes et ne font l'objet d'aucune critique.

## **IV. Recommandations**

La réalisation de ce scan de conflit a permis d'adresser un certain nombre de recommandations :

[Search et ses partenaires \(ONG\)](#)

- Aider les parties prenantes (populations, mouvements signataires, BATFAR) à identifier des activités pertinentes de rapprochement pouvant créer la confiance et la collaboration afin de créer les conditions d’acceptation du BATFAR - celles-ci devraient permettre de remédier à l’actuel cantonnement des BATFAR dans leur camp et permettre une collaboration directe entre communautés et membres du bataillon, y compris au-delà de Kidal ;
- Sensibiliser/communiquer davantage auprès des populations sur les rôles et responsabilités du BATFAR pour démontrer le lien entre leur mission et la restauration de la paix et permettre la réalisation de dividendes concrets de la paix pour les populations ;
- Financer des micro-projets pour le développement socio-économique de la région au profit des jeunes et femmes, qui restent des groupes particulièrement vulnérables et qui perçoivent les risques potentiels liés à la présence des BATFAR ;
- Faire un plaidoyer auprès des représentants de l’Etat pour un retour des services étatiques (santé, eau et éducation) du fait des besoins exprimés par la population en matière de stabilité, qui incluent des besoins en services de base tels que l’accès à des structures de santé.

#### L’Etat

- Accélérer la mise en œuvre de l’accord issu du processus d’Alger en facilitant l’opérationnalisation de l’armée reconstituée, au-delà du simple déploiement du BATFAR à Kidal et vers leur pleine contribution à leur mission de protection des populations de toutes les communes du Cercle ;
- Diligenter le retour de l’ensemble des services techniques dans la région et en priorité des services de santé perçus comme besoin prioritaire en matière de stabilité ;
- Créer un cadre d’échange inclusif et transparent avec les mouvements signataires et une diversité de leaders communautaires de Kidal afin de mieux prendre en compte les préoccupations des populations sur les questions de paix, de sécurité et de cohésion sociale. Le caractère inclusif de ce cadre permettrait également de favoriser la cohésion et de réduire les conflits de leadership.